

<https://divergences.be/spip.php?article4336>



Le « temps des miracles » de la droite israélienne est terminé.

- Aujourd'hui - 2025 - octobre 2025 -

Date de mise en ligne : samedi 4 octobre 2025

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

[Origine +972mag](#)

Les Palestiniens ne vont nulle part

Bien que problématique pour de nombreuses raisons, le plan en 20 points de Trump pour mettre fin à la guerre à Gaza semble sonner le glas des fantasmes d'expulsion du gouvernement israélien.

Nous devrions savoir qu'il vaut mieux ne pas prendre pour argent comptant toute soi-disant proposition de paix présentée par le président américain Donald Trump et le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu. Mais alors que le monde attend la réponse du Hamas au plan en 20 points de Trump pour mettre fin à la guerre à Gaza, publié en conjonction avec la conférence de presse des deux hommes à la Maison Blanche lundi, il est possible de commencer à tirer des conclusions précoces sur ce que tout cela signifie pour Israël et les Palestiniens.

Avant toute discussion sur qui a « gagné » ou « perdu » au cours des deux dernières années, cependant, nous ne devons pas oublier le simple fait que si cet accord est appliqué à la lettre, le génocide prendra fin, la destruction de Gaza cessera, l'aide humanitaire affluera pour empêcher une nouvelle famine, tous les otages israéliens restants seront libérés ainsi que des milliers de Palestiniens détenus avec et sans inculpation dans les prisons israéliennes. et les soldats israéliens ne seront plus tués au service d'une guerre insensée et criminelle.

Il y a beaucoup de choses déroutantes et contradictoires à la fois dans le discours de Trump et dans la proposition écrite, alors que certains des pays qui ont initialement approuvé le texte s'en éloignent déjà à la suite de modifications de dernière minute apportées par Netanyahu. Mais les principes fondamentaux sont à peu près les mêmes qu'ils l'ont été tout au long des négociations de cessez-le-feu qui remontent à octobre 2023 : la libération des otages israéliens en échange de la fin de la guerre et de la libération des prisonniers palestiniens, un retrait israélien progressif de Gaza, l'abandon du pouvoir par le Hamas et l'entrée d'une force de sécurité multinationale avec la participation de plusieurs États arabes.

Après environ 100 000 morts palestiniens et l'aplatissement de la plupart des villes de Gaza, toute discussion sur la « victoire » du Hamas serait tout simplement absurde. Mais cette proposition n'est pas non plus une victoire pour Israël – certainement pas pour Netanyahu et ses partenaires au gouvernement, dont les ambitions de nettoyer Gaza de sa population palestinienne sont claires depuis longtemps.

Moins d'une semaine s'était écoulée depuis les attaques menées par le Hamas le 7 octobre, lorsque le ministère israélien du Renseignement (quelque peu impuissant), dirigé par Gila Gamliel du parti Likoud de Netanyahu, a publié un plan officiel appelant à « l'évacuation » des 2,3 millions d'habitants de Gaza. L'armée a commencé à mettre en œuvre une politique de destruction de quartiers entiers pour empêcher le retour des déplacés peu de temps après, et cela est devenu son principal mode d'opération à partir du soi-disant « Plan des généraux » à la fin de 2024.

Le résultat est que Rafah et une grande partie de Khan Younis au sud, ainsi que Beit Hanoun, Beit Lahiya et maintenant certaines parties de la ville de Gaza au nord n'existent plus, ayant été entièrement rasées et leurs populations entassées dans une zone ne représentant que 13 % des terres de la bande de Gaza.

Dès l'instant où Trump a présenté son plan « Riviera de Gaza » en février de cette année, le nettoyage ethnique – qu'il s'agisse d'une « immigration volontaire » ou d'une simple expulsion – est devenu le plan d'action central du gouvernement israélien. Netanyahu en a parlé ouvertement. Le ministre de la Défense Israel Katz a mis en place une « administration de transfert » pour élaborer des plans pour la mener à bien. Les responsables israéliens et américains ont cherché des pays prêts à absorber un grand nombre de réfugiés palestiniens.

L'armée a présenté « chasser la population » comme l'un des objectifs de l'« Opération Les chars de Gédéon » lancée en mai, et s'est vantée des convois de centaines de milliers de personnes forcées de quitter la ville de Gaza ces dernières semaines à la suite de « Les chars de Gédéon II ». Le ministre des Finances, Bezalel Smotrich, a affirmé qu'il était déjà en train de partager l'immobilier à Gaza avec l'administration Trump, alors que ce qu'il a décrit comme une « victoire décisive » sur les Palestiniens semblait à portée de main. Pour la droite israélienne, ce fut, comme l'a dit l'année dernière la ministre des Colonies et des Missions nationales, Orit Strook, « une période de miracles ».

Beaucoup de choses ont été laissées ambiguës dans le plan en 20 points de la Maison Blanche, mais lorsqu'il s'agit de la question de la migration, le langage est sans équivoque. « Personne ne sera forcé de quitter Gaza, et ceux qui souhaitent partir seront libres de le faire et libres d'y retourner », stipule l'article 12. « Nous encouragerons les gens à rester et leur offrirons la possibilité de construire une meilleure Gaza. »

Le « temps des miracles », cette occasion unique d'éliminer les Palestiniens de Gaza une fois pour toutes, est terminé. Meurtris et meurtris, les Gazaouis restent.

L'article 16 stipule en outre qu'« Israël n'occupera ni n'annexera Gaza ». Avec les commentaires de Trump la semaine dernière laissant entendre que l'annexion de la Cisjordanie n'est pas non plus à l'ordre du jour pour le moment, la liste de souhaits du gouvernement s'éloigne rapidement.

De plus, la volte-face vertigineuse des porte-parole de Netanyahu dans les médias de droite – de l'excitation euphorique à propos de l'expulsion imminente au soutien fervent à l'accord anti-transfert de Trump – ne découle pas seulement d'un désir de glorifier le Premier ministre avant ce que beaucoup anticipent être des élections anticipées l'année prochaine ; Cela peut aussi découler de la reconnaissance tardive que l'expulsion massive n'est tout simplement pas réalisable.

Les faits sont que l'Égypte n'autorisera aucun déplacement forcé vers le Sinaï, et qu'aucun pays n'a accepté d'accepter des centaines de milliers de réfugiés palestiniens. Même si Israël réussit à détruire la ville de Gaza et à repousser tous les habitants restants à Al-Mawasi dans le sud, il sera toujours « coincé » avec 2 millions de Palestiniens, et avec un niveau d'isolement international autrefois considéré comme impossible.

Il semble que beaucoup en Israël, même parmi les partisans de Netanyahu, se rendent maintenant compte qu'il vaut mieux clore le chapitre à Gaza et déclarer la victoire que de continuer à mener une campagne militaire sans fin claire et avec des objectifs qui ne pourront jamais être atteints.

Blocus dehors, statut d'État dedans ?

Le Hamas, et les Palestiniens en général, ne sont certainement pas satisfaits de la nouvelle proposition, et pour de bonnes raisons. À l'exception d'un retrait initial limité des forces israéliennes, il n'y a pas de dates ni de garanties pour les retraits ultérieurs. Cela laisse la porte ouverte à Israël pour dire que ses conditions n'ont pas été remplies et qu'il continuera donc à occuper de grandes parties de Gaza. La proposition comprend également la « démilitarisation » de la bande de Gaza et la destruction de toutes les infrastructures militaires, ce qui signifie qu'aucun groupe palestinien armé ne sera en mesure de repousser l'agression israélienne.

Sur le plan politique, l'Autorité palestinienne (AP) ne retournera pas à Gaza tant qu'elle n'aura pas suivi un « programme de réformes » dont la durée n'est pas définie. La déconnexion de longue date entre la bande de Gaza et la Cisjordanie se poursuivra donc indéfiniment, et Gaza elle-même sera placée sous une sorte de tutelle américano-britannique. Le Hamas abandonnera tous les pouvoirs de gouvernance, et ses dirigeants « qui

s'engagent à une coexistence pacifique » bénéficieront d'une amnistie et d'un passage sûr s'ils souhaitent quitter la bande de Gaza.

En tant qu'organisation construite sur l'idée de « résistance », il sera extrêmement difficile pour le Hamas d'accepter ce qui sera inévitablement perçu comme une reddition. C'est précisément pour cette raison qu'il peut rejeter l'accord.

Mais là aussi, les choses sont un peu plus compliquées. La Force internationale de stabilisation (FSI) décrite dans le texte ressemble largement à quelque chose que le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas et même certains gouvernements européens ont appelé il y a deux décennies pour protéger les Palestiniens d'Israël. Israël n'a jamais pris la peine de commenter ces propositions ; aujourd'hui, Netanyahu présente l'idée comme une réalisation historique.

On ne sait pas encore exactement à quoi ressemblera l'ISF, quels pouvoirs elle possédera et comment fonctionnera sa coordination avec l'armée israélienne. Mais il est clair qu'il comprendra des soldats étrangers – du Pakistan, d'Indonésie et peut-être d'Égypte – aux côtés de la police palestinienne locale.

Ce n'est pas pour rien que Netanyahu a préféré que le Hamas gouverne à Gaza : il savait qu'il n'avait pas de soutien international, donc il pouvait faire pleuvoir des bombes sur la bande de Gaza quand il le voulait. Il sera beaucoup plus difficile d'agir avec force contre les soldats pakistanais qui sont soutenus par une puissance nucléaire. Le secrétaire du Cabinet israélien, Yossi Fuchs, peut continuer à se vanter qu'Israël maintiendra le contrôle de la sécurité globale sur Gaza, mais le texte dit le contraire. Il n'y a aucune suggestion dans l'une ou l'autre des clauses que les forces israéliennes seront en mesure d'opérer dans les zones sous le contrôle des FSI.

De plus, la bande de Gaza est assiégée par Israël depuis près de deux décennies. S'il est mis en œuvre, le plan de Trump impliquera la création d'un soi-disant « Conseil de paix » dirigé par le président américain lui-même et l'ancien Premier ministre britannique Tony Blair, ce qui signifie que le blocus prendra effectivement fin. Selon la proposition, non seulement l'aide affluera à Gaza au moins dans la mesure convenue lors du cessez-le-feu de janvier de cette année (600 camions par jour), mais « l'entrée et la distribution de l'aide se feront sans ingérence des deux parties par l'intermédiaire des Nations Unies et de ses agences, et de la Croix-Rouge » – signifiant la fin du mécanisme extrêmement meurtrier de la Fondation humanitaire de Gaza (GHF).

Alors que de nombreux observateurs ont souligné que le « Conseil de paix » a plus qu'un relent de domination coloniale, tous ses mécanismes – des forces de sécurité à l'administration locale et, surtout, au financement – impliquent les Palestiniens aux côtés du personnel d'autres États arabes et musulmans. Si ces pays ne sont pas satisfaits de ce qu'ils voient, cette administration transitoire s'effondrera.

Et Blair peut à juste titre être blâmé pour la guerre meurtrière en Irak et ses conséquences désastreuses, mais il est difficile de l'imaginer, avec sa nouvelle image brillante, acceptant que l'armée israélienne dicte d'autoriser ou non les légumes ou la farine dans son petit émirat de Gaza. De même, avant 2023, le blocus d'Israël rendait pratiquement impossible pour les Palestiniens de quitter la bande de Gaza, exigeant même parfois qu'ils renoncent à leur résidence comme condition pour recevoir un permis de sortie ou qu'ils s'engagent à ne pas y revenir pendant au moins un an. Selon la nouvelle proposition, l'entrée et la sortie ne seront pas entravées.

Et puis il y a la question de l'État palestinien. À ce sujet, le texte pourrait difficilement être plus vague : « Alors que le redéveloppement de Gaza progresse et que le programme de réforme de l'AP est fidèlement exécuté, les conditions peuvent enfin être réunies pour une voie crédible vers l'autodétermination palestinienne et un État », déclare l'avant-dernière clause.

Le programme de réformes, dit-il, sera basé sur des propositions déjà publiées dans le « Deal du siècle » de Trump en 2020 et dans l'initiative franco-saoudienne plus récente, qui incluent des références à l'arrêt des paiements de l'AP aux familles des prisonniers (ce qui a déjà été fait), à la modification du programme dans les écoles de l'AP sous supervision européenne (ce qui a également été fait dans le passé), et la tenue d'élections libres – ce que les Palestiniens réclament depuis de nombreuses années.

Si les décisions concernant la « fidélité » de ce programme de réformes, et le moment où « les conditions peuvent enfin être en place » pour avancer vers un État, sont laissées entre les mains d'Israël, la route vers un État palestinien restera sans aucun doute bloquée pour toujours. En effet, Netanyahu a déjà commencé à faire valoir à ses partisans que cet accord ne conduira en aucun cas à l'indépendance des Palestiniens.

Mais si cette décision repose sur le « Conseil de paix » de Blair et Trump, ainsi que sur la force de sécurité multinationale, les choses pourraient être plutôt différentes. Et s'ils décident que l'Autorité palestinienne a rempli les conditions requises, Netanyahu devra faire face au fait qu'il a signé un accord s'engageant à une « voie crédible » vers un État palestinien.

Paradigme

Netanyahu tentera de présenter l'accord comme une sorte de retour au 6 octobre 2023, à la politique de « gestion du conflit » qui a été défendue par les dirigeants de l'opposition Yair Lapid et Naftali Bennett. Mais cette politique était basée sur l'idée que la communauté internationale, et en particulier les États du Golfe, accepteraient d'approfondir les liens avec Israël tout en contournant et en isolant les Palestiniens.

Aujourd'hui, il semble que la situation soit totalement différente. Après le bombardement du Qatar par Israël, les États arabes, y compris dans le Golfe, semblent être parvenus à la conclusion qu'Israël est une menace constante pour leur stabilité et que la seule façon de stabiliser le Moyen-Orient est de créer un État palestinien – non pas par solidarité avec les Palestiniens, mais par souci pour eux-mêmes. La récente vague de reconnaissance diplomatique d'un État palestinien montre que la communauté internationale est massivement du même avis.